



Strasbourg, le 24 avril 2017

CDDH-SOC(2017)R1

COMITÉ DIRECTEUR POUR LES DROITS DE L'HOMME  
(CDDH)

---

**GROUPE DE REDACTION SUR LES DROITS SOCIAUX  
(CDDH-SOC)**

---

**RAPPORT**

---

1<sup>e</sup> réunion  
19–21 avril 2017

---

**Point 1 : Ouverture de la réunion et adoption du projet de l'ordre du jour**

1. Le Groupe de rédaction du CDDH sur les Droits Sociaux (CDDH-SOC) a tenu sa première réunion à Strasbourg du 19 au 21 avril 2017, sous la présidence de M. Vít A. SCHORM (République tchèque). La liste des participants figure à l'Annexe I. L'ordre du jour tel qu'il a été adopté figure à l'Annexe II.

2. Le Groupe échange des vues sur son mandat, notamment sur les tâches qui lui ont été confiées, à savoir :

- (i) Entreprendre une analyse du cadre juridique du Conseil de l'Europe de la protection des droits sociaux en Europe, plus particulièrement de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme ainsi que d'autres sources, telles que les rapports et les décisions des organes du Conseil de l'Europe dont le mandat se rapporte aux droits sociaux et à leurs implications pour les Etats Parties respectifs ;
- (ii) Sur cette base, identifier les bonnes pratiques et formuler, le cas échéant, des propositions visant à améliorer la mise en œuvre des droits sociaux et à faciliter notamment l'articulation entre les différents instruments européens de protection des droits sociaux.

3. Il note que trois réunions sont prévues pour accomplir ces travaux. Il note également que la présente réunion sera consacrée à l'examen et adoption éventuelle du projet de rapport sur la protection juridique des droits sociaux au sein du Conseil de l'Europe. Ce projet de rapport constituera l'analyse juridique mentionnée dans le mandat. Sur cette base, des propositions de suivi détaillées seront faites ultérieurement pour remplir la deuxième partie du mandat.

**Point 2 : Election d'un Vice-Président**

4. Le Comité élit M. Elias KASTANAS (Grèce), Vice-Président du CDDH-SOC.

**Point 3 : Discussion sur le Projet de rapport sur la protection juridique des droits sociaux au sein du Conseil de l'Europe**

5. La Rapporteuse, Mme Chantal GALLANT (Belgique), présente son projet de rapport sur la protection juridique des droits sociaux au sein du Conseil de l'Europe, dans les grandes lignes, en soulignant la méthodologie utilisée.

6. Lors de l'échange de vues général, le Groupe salue la qualité du travail accompli en tant que base excellente de discussion et remercie vivement la Rapporteuse. Il est cependant estimé que le projet de rapport devrait refléter davantage la diversité d'approches gouvernementales à l'égard de la protection des droits sociaux au sein du Conseil de l'Europe, étant entendu que l'idée selon laquelle il y a un déséquilibre entre les deux systèmes (Charte sociale européenne, Convention européenne des droits de l'homme) n'est pas partagée par tous.

7. Le Groupe procède ensuite à l'examen du projet de rapport paragraphe par paragraphe, à la lumière notamment des propositions de rédaction reçues. Au terme de cet examen, il décide de transmettre le projet de rapport au CDDH pour discussion et éventuelle adoption à sa réunion de juin 2017, étant entendu que les propositions de pistes d'action figurant dans le texte devront être consolidées lors de la deuxième réunion du Groupe, à la lumière des

orientations éventuelles du CDDH. Le projet de rapport figure au document CDDH-SOC(2017)R1 Addendum.

**Point 4 : Discussion portant sur les travaux à venir**

8. Les délégations ayant fait des propositions d'amendement retenues par le Groupe sont invitées à les envoyer au Secrétariat ([manuel.paolillo@coe.int](mailto:manuel.paolillo@coe.int)) avant le 28 avril 2017 à 12h00.

9. Ensuite, la version consolidée du projet de rapport sera envoyée aux membres du CDDH-SOC par le Secrétariat pour le 9 mai 2017. En l'absence d'objections pour le 16 mai 2017, le projet de rapport sera considéré adopté par le Groupe et envoyé au CDDH.

10. Il sera proposé au CDDH de tenir la deuxième réunion du CDDH-SOC les 6 à 8 novembre 2017.

**Point 5 : Elaboration d'un questionnaire visant à relever les bonnes pratiques et les difficultés rencontrées dans les Etats membres ainsi que leurs suggestions pour améliorer le système de protection des droits sociaux**

11. La version consolidée du questionnaire (en anglais) sera envoyée par le Secrétariat aux membres du CDDH-SOC avant le 25 avril 2017. En l'absence d'objections pour le 28 avril 2017, le projet de rapport sera considéré adopté par le Groupe. Le délai de réponse au questionnaire est reporté à la fin du mois d'août 2017. Le Secrétariat procédera aux rappels appropriés afin de pouvoir collecter les réponses.

**Point 6 : Adoption du rapport de réunion**

12. Le groupe a adopté le rapport de réunion.

**Point 7 : Questions diverses**

—

## ANNEXE I

**LISTE DES PARTICIPANTS****AUSTRIA / AUTRICHE**

Dr. Eva FEHRINGER, Stv. Leiterin der Abt. Internationale und europäische Sozialpolitik und Arbeitsrecht, Deputy Head International and European Social Policy and Labour Law

**BELGIUM / BELGIQUE**

Ms Thérèse BOUTSEN, Conseillère générale de la Division des affaires internationales du SPF Emploi

**CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE**

Mr Vit A. SCHORM (*Chair*), Government Agent, Ministry of Justice

**FINLAND / FINLANDE**

Ms Katja KUUPPELOMÄKI, Legal Officer, Unit for Human Rights Courts and Conventions Legal Service, Ministry for Foreign Affairs

**FRANCE**

M. Hugo WAVRIN, Ministère des Affaires étrangères et du Développement international, Direction des affaires juridiques, Sous-direction des droits de l'Homme

**GREECE / GRECE**

Mr Elias KASTANAS, Legal Counselor, Legal Department, Ministry of Foreign Affairs

**ITALY / ITALIE**

Mr Daniele LOI, Adjoint au Représentant Permanent, Représentation Permanente de l'Italie auprès du Conseil de l'Europe

Mme Valentina SPINEDI, Stagiaire, Représentation Permanente de l'Italie auprès du Conseil de l'Europe

**LATVIA / LETTONIE**

Ms Agnese STUDĀNE, Jurisconsult of the Government Agent Office before International Human Rights Organisations, Ministry of Foreign Affairs

**REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE DE MOLDOVA**

Ms Oxana OLARU, senior adviser in the Representation to the ECtHR Department, Government Agent General Department, Ministry of Justice

**POLOGNE / POLAND**

Mr Jerzy CIECHANSKI, Counsellor to the Minister, Department for International Cooperation at the Ministry of Family, Labour and Social Policy

**PORTUGAL**

Mr Paulo MARRECAS FERREIRA, Juriste/Lawyer, Bureau de Documentation et de Droit Comparé de l'Office de Mme la Procureure Générale de la République à Lisbonne/ Portugal  
Office of Documentation and Comparative Law of the Attorney General's Office, Lisbon,

**RUSSIAN FEDERATION / FEDERATION DE RUSSIE (*Apologised-Excusé*)**

**SLOVENIA / SLOVENIE**

Mr Matija VIDMAR, Secretary, Department for International Cooperation and EU law, Ministry of Justice

**SPAIN / ESPAGNE**

Ms Sara IZQUIERDO PÉREZ, Senior State Attorney within the Office of the General State Attorney

**TURKEY / TURQUIE**

Ms Aysen EMÜLER, Legal Expert, Représentation permanente de la Turquie auprès du Conseil de l'Europe

**RAPPORTEUR**

Mme Chantal GALLANT, Co-Agent devant la Cour européenne, SPF JUSTICE, Direction générale de la Législation et des Libertés et Droits fondamentaux, Service des droits de l'homme

**OBSERVERS/OBSERVATEURS****HOLY SEE / SAINT-SIEGE**

Mr Peter VERHAEGHE, "Policy and advocacy officer", Caritas Europa, Bruxelles

**Conference of INGOs of the Council of Europe / Conférence des OING du Conseil de l'Europe**

Mme Marie-José SCHMITT, Chargée de mission pour la Charte sociale

**European Trade Union Confederation (ETUC) / Confédération européenne des syndicats (CES)**

Mr Stefan CLAUWAERT, ETUI Senior Researcher, ETUC Representative in the European Social Charter Governmental Committee

**Conference of European Churches (CEC) / Conférence des églises européennes (KEK)**

Mr Frank-Dieter FISCHBACH, Executive Secretary, Conference of European Churches

**European Network of Human Rights Institutions (ENNHRI) / Réseau européen des institutions nationales des droits de l'Homme**

Ms Cécile RIOU BATTISTA

**Academic Network on the European Social Charter and Social Rights (ANESC) / Réseau académique sur la Charte Sociale Européenne et les Droits Sociaux (RASCE)**

Ms Mélanie SCHMITT, Université de Strasbourg

**European Social Cohesion Platform / Plateforme européenne de cohésion sociale (PECS)**

Ms Petia MOEVA, Vice Chair of the European Social Cohesion Platform, State Expert, Department on "Equal Opportunities and Antidiscrimination", Directorate on "People with Disabilities, Equal Opportunities and Social Assistance", Ministry of Labour and Social Policy

**SECRETARIAT****DG I – Human Rights and Rule of Law / Droits de l'Homme et Etat de droit  
Council of Europe / Conseil de l'Europe**

Mr Alfonso DE SALAS, Secretary to the CDDH / Secrétaire du CDDH, Head of Division / Chef de Division, Human Rights Intergovernmental Cooperation Division / Division de la coopération intergouvernementale en matière de droits de l'Homme

Mr Manuel PAOLILLO, Human Rights Intergovernmental Cooperation Division / Division de la coopération intergouvernementale en matière de droits de l'Homme

Ms Corinne GAVRILOVIC, Assistant/Assistante, Human Rights Intergovernmental Cooperation Division / Division de la coopération intergouvernementale en matière de droits de l'Homme

**INTERPRETERS / INTERPRÈTES**

Mr Grégoire DEVICTOR

Ms Chloé CHENETIER

Mr Jean-Jacques PEDUSSAUD

**ANNEXE II****ORDRE DU JOUR**

- Point 1 :** Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour
- Point 2 :** Election d'un(e) Vice-Président(e)
- Point 3 :** Discussion sur le Projet de rapport sur la protection juridique des droits sociaux au sein du Conseil de l'Europe
- Point 4 :** Discussion portant sur les travaux à venir
- Point 5 :** Elaboration d'un questionnaire visant à relever les bonnes pratiques et les difficultés rencontrées dans les Etats membres ainsi que leurs suggestions pour améliorer le système de protection des droits sociaux
- Point 6 :** Adoption du rapport de réunion
- Point 7:** Questions diverses

Organisation des travaux en vue de la prochaine réunion.

### **ANNEXE III**

#### **Questionnaire relatif aux bonnes pratiques sur la mise en œuvre des droits sociaux au niveau national**

*(Un projet de questionnaire a été envoyé par le Secrétariat  
aux membres du CDDH-SOC le 24 avril 2017 pour commentaires d'ici le 28 avril 2017)*